MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

VEILLE BIMENSUELLE NUMERIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE LONDRES

N° 21 – 8 au 21 novembre 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement ordonne la poursuite de l'enquête sur le rachat d'*Arm* par *Nvidia*

Economie numérique et régulation

- La Cour suprême britannique donne raison à *Google* dans une plainte pour utilisation illégale de données personnelles
- Le Royaume-Uni était l'hôte du sommet annuel des *Digital Nations*

Télécommunications et réseaux

- Le Royaume-Uni publie son manifeste pour sa candidature au conseil de l'Union internationale des télécommunications
- *Vodafone* devrait devenir le principal fournisseur de fibre au Royaume-Uni

Spatial

- L'entreprise de satellites britannique *Inmarsat* annonce son rachat par l'américain *Viasat* pour 7,3 Md$

Cyber-sécurité

- Le gouvernement publie ses propositions pour renforcement la cyber-sécurité des chaînes d'approvisionnement numériques

Ecosystème tech

- Rapport : The UK's Most Valuable Growth Companies 2021, *Singer Capital Markets, Beauhurst*, Novembre 2021
- Le gouvernement attribue 555 000 £ à cinq projets dans le cadre du *Safety Tech Challenge Fund*
- *Tech Nation* lance un nouveau programme pour attirer les talents de la tech au RU

Fait marquant : La Ministre du numérique ordonne la poursuite de l'enquête sur le rachat d'*Arm* par *Nvidia*

La secrétaire d'Etat (équivalent du poste de Ministre au RU) du *Department for Digital, Culture, Media & Sport,* Nadine Dorries, a publié le 16 novembre une lettre de référence, au titre de la section 45(4) de l'*Entreprise Act 2002,* ordonnant à la *Competition and Markets Authority* (CMA – autorité de la concurrence britannique) le lancement de la phase 2 de l'enquête sur le rachat d'*Arm* par *Nvidia,* à la fois sur les aspects de concurrence et de sécurité nationale. La CMA dispose de 24 semaines (délai pouvant être étendu de 8 semaines supplémentaires) pour rendre son rapport à la secrétaire d'Etat, qui aura – sur cette base – le choix entre deux options. Elle pourra soit décider de publier une « conclusion défavorable d'intérêt public » pour des raisons de sécurité nationale et/ou de concurrence, et prendre les mesures nécessaires pour remédier aux effets négatifs (conditionner ou bloquer la transaction), ou bien, en cas d'absence de conclusion défavorable d'intérêt public, renvoyer l'affaire à la CMA pour qu'elle remédie aux problèmes de concurrence identifiés.

La décision de poursuivre l'enquête dans sa phase 2 se base :

- d'une part, sur les conclusions de la CMA tirées de la phase 1, qui s'est déroulée d'avril à juillet, présentées dans le rapport – publié le 16 novembre par le gouvernement – indiquant que la transaction pourrait provoquer « une baisse substantielle de la compétition » sur quatre marchés (*data centres,* internet des objets, secteur automobile et applications de *gaming*) ;
- d'autre part, sur un examen mené par le gouvernement et des institutions telles que le *National Cyber Security Centre*, qui a conduit la secrétaire d'Etat à estimer que « l'omniprésence de la technologie *Arm* rend l'accessibilité et la fiabilité de sa propriété intellectuelle nécessaire à la sécurité nationale ».

Le rachat d'*Arm,* fabricant britannique – en position quasi-monopolistique – de blocs de propriété intellectuelle pour les cœurs de micro-processeurs, par le géant américain des semi-conducteurs *Nvidia* a été annoncé en septembre 2020 (pour une somme désormais estimée à 54 Md$) et fait depuis lors l'objet de trois enquêtes pour des pratiques anti-concurrentielles dans le monde, de la *CMA,* de la *FTC* (autorité de la concurrence chinoise) et de la Commission européenne. La *Federal Trade Commission,* autorité de la concurrence américaine, aurait selon le *Financial Times*, également « exprimé ses préoccupations » sur la transaction, sans pour l'instant ouvrir d'enquête officielle.

Economie numérique et régulation

1 La Cour suprême britannique donne raison à *Google* dans une plainte pour utilisation illégale de données personnelles

Dans le procès *Lloyd vs. Google*, qui opposait le géant américain à l'association « *Google You Owe Us* » dirigée par Richard Lloyd, ancien dirigeant de l'association de consommateurs *Which?,* la Cour suprême britannique s'est prononcée le 10 novembre en faveur de *Google.* Dans une plainte en nom collectif, l'association accusait *Google* d'avoir contourné les options de sécurité de l'*Iphone* et collecté de manière illégale des données personnelles – concernant notamment l'origine sociale et ethnique, les opinions politiques ou habitudes d'achat –, et demandait 3,2 Md£ de dommages et intérêts. Dans son jugement, la Cour suprême a indiqué qu'il était nécessaire, pour recevoir des dommages et intérêts, de prouver que les plaignants ont « souffert de dommages matériels ou de détresse mentale » en conséquence de l'utilisation par *Google* de leurs données. Elle a donc restauré la décision en première instance de la Haute Cour de Londres en octobre 2018, remise en cause par la cour d'appel en octobre 2019. Si *Google* et des associations représentatives de la tech, telles que *TechUK*, se sont félicitées de cette décision, qui permet d'éviter des plaintes massives contre les organisations responsables de traitement de données, *Google You Owe Us* estime qu'elle ouvre la porte à des dérives en matière d'usage de données personnelles sans consentement de la part des *big tech*.

2 Le Royaume-Uni était l'hôte du sommet annuel des *Digital Nations*

Le groupe des *Digital Nations*, créé en 2014 pour renforcer la collaboration internationale en matière de gouvernement numérique (sur des sujets tels que la digitalisation des services publics), s'est réuni le 18 novembre, sous l'égide de Chris Philip, *Minister for Technology and the Digital Economy* du RU. Les secrétaires d'Etat et ministres du numérique du Canada, Danemark, Estonie, Israël, Mexique, Nouvelle-Zélande, Portugal, Corée du Sud, Uruguay et du Royaume-Uni ont publié un communiqué ministériel à la suite de leur rencontre virtuelle. Ils se sont notamment engagés à utiliser les technologies numériques pour réduire les impacts environnementaux des gouvernements, réduire les fractures numériques et renforcer la confiance dans les services gouvernementaux numériques en mettant en place des garanties sur les droits de l'homme, la protection des données, l'éthique de l'IA et la transparence.

Télécommunications et réseaux

1 Le Royaume-Uni publie son manifeste pour sa candidature au conseil de l'Union internationale des télécommunications

Après avoir annoncé le 9 juillet sa candidature pour un siège au Conseil de l'UIT (Union internationale des télécommunications – organisation des nations unies pour les technologies de l'information et des communications), le Royaume-Uni a publié le 10 novembre son manifeste, en vue des élections qui se tiendront fin septembre 2022. Un siège au conseil de

l'ITU, qui est notamment responsable pour l'allocation des bandes de spectre et la détermination des standards techniques de communications, permettrait au RU de renforcer son influence internationale, tel que décrit dans sa *5G Supply Chain Diversification Strategy* publiée en novembre 2020.

2 *Vodafone* devrait devenir le principal fournisseur de fibre au Royaume-Uni

A la suite d'un accord signé avec les entreprises de fibre optique *CityFibre* et *Openreach, Vodafone* a annoncé qu'il deviendrait le principal opérateur de fibre au RU, avec 8 millions de britanniques ayant accès à ses services d'ici le printemps 2022. L'accord fait de *Vodafone* le client principal de *CityFibre,* qui a pour objectif de déployer un réseau de fibre optique dans 285 villes britanniques d'ici 2025.

Spatial

1 L'entreprise de satellites britannique *Inmarsat* annonce son rachat par l'américain *Viasat* pour 7,3 Md$

Dans un communiqué de presse du 8 novembre, l'entreprise britannique de communications mobiles par satellite *Inmarsat* et l'entreprise américaine de communications *Viasat* ont annoncé un accord de rachat de *Inmarsat* par *Viasat* pour un montant estimé à 7,3 Md$. *Inmarsat* était côté sur le *London Stock Exchange* avant d'être repris il y a deux ans pour 3,4 Md$ par un consortium composé de deux fonds de *private equity* britannique et américain et de deux fonds de pension canadiens. La nature des services d'*Inmarsat,* dont l'un des clients principaux est le Ministère de la Défense britannique, pourrait mener le gouvernement à ouvrir une enquête sur la transaction, au titre du *National Security and Investment Act,* instaurant un nouveau régime de filtrage des investissements étrangers dans des secteurs considérés comme stratégiques pour la sécurité nationale.

Cyber-sécurité

1 Le gouvernement publie ses propositions pour le renforcement de la cyber-sécurité des chaînes d'approvisionnement numériques

Le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* a publié le 15 novembre sa réponse à l'appel à contribution sur la gestion du risque cyber dans les chaînes d'approvisionnement numériques, ouvert entre mai et juillet. Une des principales conclusions tirées des réponses des organisations interrogées est le soutien du secteur à l'actualisation ou la création de nouvelles législations pour améliorer la cyber-résilience des entreprises. Le gouvernement, qui procède actuellement à un examen des lois visant à encourager les entreprises à améliorer

leur cyber-sécurité, devrait proposer sous peu des propositions détaillées, dans le cadre d'une nouvelle stratégie nationale. Dans cette dernière pourraient figurer l'obligation pour les fournisseurs de services informatiques des respecter des règles en matières de cyber-sécurité, telles que celles du *National Cyber Security Centre's Cyber Assessment Framework*, ainsi que la réforme des règles d'achat public afin d'y intégrer des exigences en matière de cyber-sécurité. Une nouvelle étude sur la cyber-résilience, menée auprès de PDG des plus grandes entreprises britanniques par *Ipsos MORI*, a également été publiée en parallèle de la réponse du gouvernement. Elle montre que la majorité d'entre eux (91 % en 2021) considèrent les cyber-menaces comme un risque élevé ou très élevé pour leur entreprise, mais que près d'un tiers des grandes entreprises ne prend aucune mesure en matière de cyber-sécurité de la chaîne d'approvisionnement.

Ecosystème tech

1 Rapport : The UK's Most Valuable Growth Companies 2021, *Singer Capital Markets, Beauhurst*, Novembre 2021

Ce rapport de la banque d'investissement *Singer Capital Markets* et de la plate-forme de données *Beauhurst* analyse les caractéristiques des 200 start-ups les plus valorisées au Royaume-Uni (sur la base d'évaluations dérivées des levées de fonds réalisées entre septembre 2018 et août 2021). Les principales conclusions sont les suivantes :

- La majeure partie (124) des 200 entreprises sont basées à Londres, témoignant de la disponibilité des talents et du capital.
- Les *fintech* (42 entreprises), l'intelligence artificielle (22) et la cyber-sécurité (14) sont les secteurs les plus représentés. Les *software-as-a-service* (38), applications mobiles (37) et plate-formes internet (29) sont les technologies les plus représentées.
- 9,5 % des 200 entreprises sont des *spins outs* d'universités britanniques, et 20 % sont bénéficiaires d'au moins une subvention de l'agence d'innovation *Innovate UK*.
- 43 % des entreprises ont bénéficié d'un programme d'accélération. Les accélérateurs les plus populaires sont *Future Fifty* (41 entreprises), *Mayor's International Business Programme* (30) et *Upscale* (22).
- Le top 10 des entreprises britanniques les plus valorisées sont : *Revolut* (*fintech* - 23,8 Md£), *Hopin* (*events software* - 5,6 Md£), *SaltPay* (*fintech* - 5,5 Md£), *Zepz* (*fintech* - 3,4 Md£), *Howden Group Holdings* (*data* - 3 Md£), *Snyk* (*cybersecurity* - 2,9 Md£), *Oxford Nanopore Technologies* (*biotech* - 2,3 Md£), *Arora Group* (*hospitality* - 1,9 Md£), *BrewDog* (*hospitality* - 1,9 Md£) et *Neptune Energy* (*energy* - 1,5 Md£).

2 Le gouvernement attribue 555 000 £ à cinq projets dans le cadre du *Safety Tech Challenge Fund*

Le *Safety Tech Challenge Fund*, lancé en septembre par la Ministre de l'Intérieur Priti Patel et doté de 555 000 £, a pour objectif de financer des innovations en intelligence artificielle et autres technologies permettant la détection d'images illégales d'abus d'enfants, sans menacer le cryptage de bout-en-bout. Le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* et le *Home Office* ont annoncé le 17 novembre les cinq entreprises qui bénéficieront du fonds : elles recevront dans un premier temps 85 000 £ chacune, tandis que les 130 000 £ restant seront répartis dans un second temps entre les projets les plus prometteurs. Le fonds s'inscrit dans l'engagement du RU – pris dans le cadre du G7 Numérique (*G7 Internet Safety Principles*) – à développer et échanger ses meilleures pratiques en matière de *safety tech,* et contribue à la mise en œuvre du projet de loi *Online Safety Bill,* qui impose aux plate-formes numériques de retirer le contenu illégal de ses plate-formes. Parmi les projets sélectionnés, quatre sont basés au R-U et un en Autriche.

3 *Tech Nation* lance un nouveau programme pour attirer les talents de la tech au RU

Tech Nation, agence de promotion de la tech majoritairement financée par le gouvernement britannique, a ouvert les candidatures – ouvertes jusqu'au 13 décembre – pour son nouveau *Thrive Programme.* Destiné aux talents internationaux souhaitant travailler dans l'économie numérique britannique et prévoyant de s'installer entre novembre 2021 et mars 2022, *Thrive* proposera un programme « d'*onboarding* » de 8 semaines, qui offrira aux participants des mises en relations et des ressources prêtes à l'emploi afin de faciliter leur installation au Royaume-Uni et accélérer leur intégration à l'écosystème local. Le programme *Thrive* coûte 1 500 £ et est à la charge du nouvel arrivant ou de son employeur.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 8 et 21 novembre 2021 :

- BetDEX, *Blockchain* (plate-forme décentralisée de paris sportifs) : *Seed,* 21 M$
- Virtuoso, *AI* (plate-forme d'automatisation de tests) : Série A, 13,3 M$
- AudioMob, *AdTech* (publicité audio intégrée aux jeux mobiles) : Série A, 14 M$
- Kleene.ai, *Data* (logiciel de traitement de données pour scale-ups) : Série A, 14 M$

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
Rédacteurs : Alice Woda, revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr

- Blink, *HR* (plate-forme de ressources humaines pour travailleurs de première ligne) : Série A, 20 M$
- Lyre's, *Hospitality* (spiritueux non-alcoolisés) : Série A, 20 M£
- Bit.bio, *BioTech* (plate-forme de codage de cellules humaines) : Série B, 103 M$
- Synthace, *BioTech* (plate-forme d'automatisation de calculs en sciences de la vie) : Série C, 35 M$
- Ometria, *Saas* (plate-forme d'envoi d'e-mails marketing personnalisés) : Série C, 40 M$
- Zilch, *FinTech* (technologie de *pay now buy later*) : Série C, 110 M$
- Ultraleap, *DeepTech* (dispositifs haptiques – technologies de transmission d'information par le toucher) : Série D, 60 M£
- QuantuMDx, *BioTech* (plate-forme de séquençage génomique portable) : *Equity Round*, 15 M£
- Tevva Motors, *Automobile* (camions électriques) : *Venture Round*, 57 M$
- JUMO, *FinTech* (services financiers pour entrepreneurs des marchés émergents) : *Venture Round*, 120 M$
- Plastic Energy, *GreenTech* (recyclage du plastique) : *Venture Round*, 145 M€